

royaliste

BI-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

CIBLE

Tolérance

Un bon jugement est une longue patience: pour apprécier la valeur d'une idée, il faut d'abord la connaître et la comprendre. Car que vaudraient nos conclusions si elles se fondaient sur des pensées caricaturées et dévoyées dans l'extrémisme violent. Juge-t-on la littérature allemande d'après Mein Kampf ?

Quant à l'idée monarchique, nous sommes en droit de demander qu'elle soit, comme toute autre, jugée selon les critères ordinaires de la probité intellectuelle. C'est d'autant plus facile que, par-delà les expressions diverses du courant royaliste, la tradition royale s'incarne dans une personne qui peut en répondre.

Aussi faut-il féliciter «Le Monde» d'accueillir le comte de Paris, chef de la Maison de France, dans les colonnes de son supplément sur la Révolution française. Dans le premier numéro, le Prince montre que Louis XVI, roi moderne, fut l'auteur d'une politique de tolérance, que la Révolution reprit, puis nia. Un rappel précis et indispensable, pour tous ceux qui, royalistes ou non, confondent le projet capétien et l'esprit réactionnaire.

L'argent sale

Les «affaires» et la politique



Europe

**Les cabris
prennent peur**

(page 4)

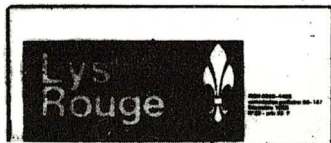
Minitel

**Démocratie
directe**

(page 2,6-7)

M 2242 - 508 - 12,00 F





Le n° 39 du « Lys Rouge » (32 pages) s'ouvre par un éditorial sur le bicentenaire : « Révolutionner la Commémoration » dont on voudrait qu'il soit la base d'un riche débat et de nombreuses initiatives. Le Lys Rouge évoque aussi un procès du comte de Clermont contre le duc de Cadix, permet à Philippe Barthelet de répondre à de sévères attaques, publie la deuxième partie de la Nouvelle de Marc Desaubliaux (« Le Messager »), reproduit l'essentiel des comptes rendus d'un vaste congrès monarchiste et démocratique en 1947...

Le Lys Rouge répond une fois encore à sa vocation de nourrir les débats royalistes actuels et d'informer sur les débats passés.

Bulletin à retourner à « Royaliste »
17, rue des Petits-Champs
75001 PARIS

Tout règlement à
l'ordre de « Royaliste »
CCP 18 104 06 N Paris

Nom:

Prénom:

Adresse:

☐ commande le n°39
du « LYS ROUGE »
et verse 25 F

☐ s'abonne pour 4 n°
au « LYS ROUGE »
et verse 60 F

Avec une moyenne de plus de soixante questions par semaine, notre service minitel connaît un succès qui ne faiblit pas. Les centres d'intérêt des utilisateurs restent très variés même si cette année du bicentenaire nous amène un flot de questions historiques plus abondant. En voici quelques exemples récents.

Comment pouvez-vous soutenir François Mitterrand, homme de gauche, alors que la monarchie est un régime de droite ?

Mais où avez-vous été pêcher que la monarchie est de droite ? Regardez autour de vous en Europe: la reine d'Angleterre, Juan Carlos ou le roi Baudouin sont-ils de droite (ou de gauche) ? Par nature le roi est en dehors de ce clivage. L'hérédité lui assure le privilège de ne dépendre d'aucun parti. L'exemple espagnol vous montre d'autre part que la monarchie peut pratiquer l'alternance entre la gauche et la droite, si telle est la volonté des citoyens.

Ne croyez-vous pas que la famille du duc de Cadix est la véritable prétendante au trône de France ?

La famille du duc de Cadix c'est la famille royale d'Espagne (il est le cousin de Juan Carlos). Devenue espagnole depuis près de trois siècles cette branche des Bourbons a, de ce fait, perdu tout droit à la succession en France. Il en est de même pour toutes les branches (très nombreuses) de la famille capétienne qui sont parties faire souche à l'étranger et qui, à l'inverse du duc de Cadix, n'ont jamais émis aucune prétention en ce domaine.

Le droit de vote des étrangers sur le plan local, que vous soutenez, peut être une chose positive mais que penser d'un droit de vote généralisé ?

La N.A.R. n'a jamais proposé un droit de vote général pour les immigrés mais seulement pour les élections locales ce qui concrétiserait le fait que l'on peut être « citoyen » d'une ville sans pour autant avoir la nationalité française. Cette citoyenneté reconnue serait d'autre part un puissant facteur d'intégration et un pont utile pour ceux des immigrés qui désireraient devenir français.

Ne comptez-vous pas vous allier avec toutes les autres organisations royalistes de tous bords pour créer un grand rassemblement royaliste français ?

On ne peut rassembler que des gens qui ont un but commun... Pour nous, la monarchie n'est pas une simple étiquette placée sur n'importe quelle « marchandise ». Nous ne pourrions concevoir une action commune avec d'autres groupes se disant monarchistes que s'ils étaient fidèles à la tradition capétienne incarnée par le comte de Paris et les idées qu'il a maintes fois exprimées.

A votre avis quelle réaction doit-on avoir devant la célébration de la Révolution française ?

Première précision: il s'agit cette année du bicentenaire de 1789 et non de toute la Révolution, ce qui nous met beaucoup plus à l'aise pour participer à cette commémoration...

Nous y participons pour plusieurs

raisons: 1) Officiellement cette célébration est conçue comme celle de l'unité et non d'un procès historique. 2) Il s'agit pour nous, d'en finir avec l'esprit de guerre civile et de faire en sorte que chacun assume l'héritage de 1789, ce qui n'exclut pas d'ailleurs un regard critique sur cette période. 3) La révolution de 1789 ne se fait pas contre la monarchie, mais pour la réaffirmation des droits de l'homme, la mise en place d'une représentation nationale et souhaite un nouveau pacte entre le roi et la nation qui sera symbolisé par la fête de la Fédération le 14 juillet 1790.

A lire ce que vous écrivez on voit bien que vous êtes de gauche: c'est tellement bon d'être dans le vent et cajolés par la presse. Vous êtes incapables de réfléchir. Vous n'avez pas de couilles !

Nous n'avons pas, à la N.A.R., l'habitude de réfléchir avec nos organes génitaux...

Je ne partage pas vos opinions mais grâce à ce service minitel je vous ai posé de nombreuses questions. Je tiens à vous remercier pour votre application à répondre à toutes les demandes dans des délais assez brefs ce qui n'est pas le cas pour certains partis qui ne répondent jamais aux questions embarrassantes.

Merci de vos félicitations. Pour nous ce service minitel est un moyen privilégié de dialogue avec tous ceux qui veulent honnêtement s'informer de ce que nous sommes. Il n'y a donc pas de questions « embarrassantes » et il est normal que nous répondions à tous. Quand à notre rapidité de réponse... merci pour votre indulgence.

royaliste ♦

SOMMAIRE: p.2: Susciter le dialogue - p.3: Des intentions aux actes - p.4: Les cabris prennent peur - p.5: Strasbourg capitale meurtrie - p.6/7: Minitel et démocratie - p.8: Eternel retour ? - p.9: La potitique a-t-elle un avenir ? - p.10: A trop vouloir démontrer - Tucker - p.11: Action royaliste - p.12: Nature du scandale
REDACTION - ADMINISTRATION
17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris
(1) 42.97.42.57
Dir. de la publication: Yvan AUMONT
Comm. Parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (65 F), six mois (125 F), un an (200 F), soutien (350 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM: Prénom:

Adresse:

Profession: Date de naissance:

ROYALISTE, 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Education

Des intentions aux actes

Les raisons de l'échec scolaire sont multiples: scolarisation toujours plus massive dans l'enseignement général de 1er cycle, devenu inadapté en raison des niveaux très hétérogènes; plus de limitation des effectifs par classe depuis l'abrogation de la loi Haby (24 élèves maximum en collège) ce qui, joint à la cause précédente, rend les classes ingouvernables; manque de moyens pour recruter des professeurs, manque de moyens pour offrir une qualification adaptée et un statut normal à ceux-ci...

Le projet de réforme évoqué par Michel Rocard le 2 janvier (passant au-dessus de la tête de son ministre) tente de répondre à cette situation difficile avec des moyens qui inquiètent les syndicats, non sans raisons valables souvent.

- Surcharge des classes: on crée de nouveaux postes dans les lycées, en raison d'une évolution démographique explosive... mais en supprimant des postes en collège où la situation n'est guère brillante sur le plan de la réussite scolaire.

- Inadaptation de l'enseignement aux réalités professionnelles: on envoie les enseignants dans les entreprises... mais c'est au détriment des heures d'enseignement général. Et il faut savoir qu'une nouvelle définition de l'éducation qui transformerait celle-ci en machine de qualification selon les desiderata des employeurs ne serait pas la panacée. Les entreprises françaises ont trop souvent la vue courte. De plus elles ne jouent pas vraiment le jeu: ainsi, et ce n'est qu'un exemple mais significatif, elles embauchent les titulaires des bacs professionnels, créés au début des années 80 et dont le succès est réel, aux mêmes salaires que les titulaires d'un BEP.

L'échec scolaire coûte cher à la Nation. Mais y remédier demanderait tellement d'argent ! Michel Rocard et Lionel Jospin espèrent parvenir à des choix raisonnables par la négociation. Mais leurs chances de succès sont minces.



- Troisième grand projet, qui va dans le sens de la décentralisation amorcée concrètement en 1985: le recrutement par académie et non plus national. On espère ainsi mieux répondre aux besoins des régions, mais surtout à une vieille revendication des enseignants qui souhaitent ne pas être séparés de leur famille, ne pas effectuer de «purgatoire dans le Nord», etc. Mais, s'insurge déjà le SNES, cette mesure ne concernerait que les nominations en

collège, ce qui conduirait à créer un nouveau corps de profs sans mobilité, et sur un niveau de recrutement qui n'est pas encore défini.

- Quant à la rémunération au mérite, cette proposition fait l'unanimité des syndicats contre elle. Le mérite se mesurera-t-il au temps investi, au plan des cours, dans des Projets d'Action Educative, ou sur des critères tels que le taux de réussite aux examens ?

De toute manière on bute sur des questions financières. Les retards de recrutement se sont accumulés sur plusieurs années, et le budget nécessaire pour les combler et revaloriser les traitements était estimé entre 25 et 28 milliards de francs supplémentaires par an dans un rapport préparatoire. Cela n'a guère été prévu lors du vote du Budget de cette année... Il faudra bien sûr faire des choix. C'est pourquoi le Premier ministre a voulu organiser une table ronde avec les syndicats avant toute décision un peu compromettante.

Il a obtenu un satisfecit assorti de réserves sur le projet de loi présenté le 17 janvier, de la part de la FEN et du SNI-PEGC, mais le SNALC et le SNES ont au contraire forcé le ton, lançant un nouveau mode de grève mal accepté par les élèves: la rétention des notes...

Il y aurait d'ailleurs beaucoup à dire sur les revendications du SNES qui refuse le recrutement régional par « crainte de baisse de niveau », mais ne craint pas de demander l'intégration au corps des certifiés des AE et PEGC, c'est-à-dire de titulaires d'un simple DEUG, anciens instituteurs, devenus profs bivalents en 6ème et 5ème. Bravo pour le niveau ! est-on tenté de s'exclamer. Cette apparente incohérence est le fruit d'une aspiration commune de la FEN et du SNI à contrôler tout le corps enseignant, grâce à un corps professoral unique, de la maternelle au bac. Dès lors le débat sur la pédagogie fait place à des affrontements de puissances à l'intérieur de l'Etat, et on peut craindre que l'intérêt véritable des élèves soit une fois de plus sacrifié lors des négociations à venir.

Sylvie FERNOY

D.O.M.

Au nom de l'idéologie

La suppression pure et simple de l'octroi de mer, prévue dans la dernière rédaction du plan « Poseïdom » (projet européen pour le développement des départements d'Outre-Mer), suscite un tollé général dans les Antilles françaises. Jusqu'ici, le gouvernement français avait toujours lutté, face à la Commission de Bruxelles, pour le maintien de cette taxe. Celle-ci est perçue sur l'ensemble des marchandises importées, y compris celles venant de la métropole, afin de protéger les industries locales. Gérée par les Conseils Régionaux en concertation avec les producteurs locaux, l'octroi avait pour but d'assurer un minimum de développement sur place et de diminuer la dépendance trop exclusive des D.O.M. vis-à-vis de la France métropolitaine.

Or, il semble bien que la volte-face du gouvernement ait été opérée sans aucune consultation des principaux intéressés. Certes, l'octroi sera remplacé par une nouvelle taxe. Mais, outre qu'elle sera gérée par les instances de la C.E.E. (ce qui est déjà choquant), celle-ci supprime toute différence entre produits importés et produits locaux. Les D.O.M., déjà frappés d'un taux de chômage élevé, voient ainsi de nombreux emplois menacés. Au nom de ce qu'il faut bien appeler l'idéologie libérale.

Après avoir désamorcé la crise calédonienne, faut-il vraiment que ce gouvernement, qui a déjà sur les bras le délicat problème de St-Pierre et Miquelon, sacrifie les intérêts de nos D.O.M. ?

P.C.

**Et « Cité » ?
voir page 8**

Zoologie

Les cabris prennent peur

Plus se rapproche le 1er janvier 1993 - échéance de « l'acte unique » - plus les habituelles et puériles incantations laissent place à l'inquiétude.

commencement d'une démonstration ? Va-t-on, d'avance, les dégoûter ? Si, par malheur, l'année 1993 s'accompagnait d'une montée du chômage,

Lors de notre dernier congrès, nous avons relevé que les différentes « annexes » jointes à l'Acte Unique constituaient autant de réserves émises par les pays signataires au sujet des secteurs qu'ils jugeaient, pour eux, essentiels. Nous avons remarqué que les promoteurs du projet ne semblaient pas en avoir mesuré précisément les conséquences. Comme dessaoûlées après les fêtes, des professions entières s'inquiètent soudain ouvertement des conséquences de la « disparition » des frontières: transporteurs, avocats ou architectes, jusqu'aux gabelous mêmes, tous sont inquiets. Les hebdomadaires sortent des dossiers et Le Nouvel Observateur de cette semaine titrait: « Europe, attention danger ». Après avoir été l'objet d'un optimisme de commande, celle-ci sera-t-elle désormais la cause d'un pessimisme irraisonné ?

LE ZELE DES CONVERTIS

Alain Minc lui-même, prompt à sentir le vent redécouvre dans l'hebdomadaire cité plus haut, quelques vérités qui pour être premières n'en sont pas moins fort anciennes: « le grand marché ne suffira pas à susciter une identité économique, ni l'identité économique une communauté de destin », ou encore: « nous attendons d'un miracle européen qu'il nous dispense des efforts obligatoires dans un cadre national ». Dans le même temps, quelques enjeux stratégiques réels refont surface comme celui qui consiste à ob-



server de près le recentrage de l'Allemagne, à ne pas lui laisser le monopole de trait d'union avec la « Mitteleuropa », tout en empêchant sa dérive éventuelle vers une URSS dont la façade est ravalée par Gorbatchev.

LAISSER L'EUROPE AUX EUROCRATES

Dans ce vent de panique, des « spécialistes » et autres économistes distingués, prévoient que la France sera le seul pays important d'Europe où le chômage risque de s'accroître. On sait ce que valent ces prophéties, mais les réponses sont en revanche intéressantes à étudier. Tel M. de la Palice, J. delors déclare: « dans le processus économique, il y a des activités qui disparaissent et des activités qui se créent. L'important est qu'il y ait davantage d'activités créées que d'activités qui disparaissent. Toutes les études démontrent le solde globalement positif (Ouh ! que cette expression est maladroite !) de la réussite de l'acte unique. »

Croit-on vraiment convaincre nos compatriotes avec des affirmations, sans le moindre

gageons que l'on observerait une poussée anti-européenne, voire de franche xénophobie, dont personne (ou presque personne) ne saurait se réjouir. Il est clair que les problèmes quotidiens l'emporteraient sur les discours. Les progrès de la construction européenne ne se sont, jusqu'ici, pratiquement réalisés que dans le domaine de l'économie: cela vous a un petit goût d'« Europe du fric » qui n'échappe à personne, et surtout pas au plus défavorisés. Et les souhaits, répétés de façon de plus en plus pressante (ce qui est révélateur), à propos d'une Europe sociale à peine ébauchée ne demeurent que ce qu'ils sont: des vœux pieux destinés à contrebalancer dans l'opinion le côté trop exclusivement mercantile de la Communauté. L'économie n'est pas un domaine méprisable; mais il ne saurait - c'est le moins que l'on puisse dire - sous-tendre à lui seul un projet commun entre des pays qui ne se limitent d'ailleurs pas à 12.

Pour donner du souffle à un tel projet, il faudrait en revenir aux éléments culturels qui nous sont communs. Autrement qu'en paroles.

Alain SOLARI

Strasbourg, capitale meurtrie

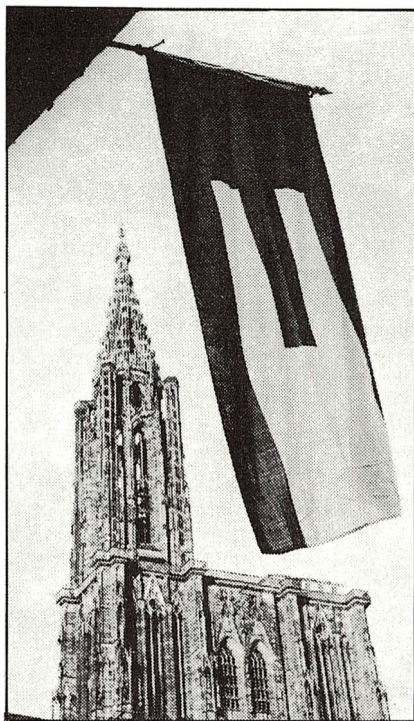
Du vote lepéniste des Alsaciens au printemps, dernier au vote du Parlement européen le 18 janvier sur le transfert de ses sessions spéciales et d'une partie de son secrétariat à Bruxelles, le lien existe: une crise du patriotisme français et européen à la fois.

Le président Mitterrand l'a rappelé dans son message de vœux depuis la cité rhénane: c'est à Strasbourg que Rouget de l'Isle a pour la première fois chanté l'hymne qui sera connu sous le nom de Marseillaise. Les deux cités (voir «Royaliste» n°507) sont ainsi symboliquement réunies dans une même histoire. Fustel de Coulanges l'a confirmé: c'est la Révolution française qui a rendu française l'Alsace, jusque-là terre d'Empire, même si elle était rattachée au royaume depuis Louis XIV. Plutôt que la bataille de la Marne, maladroitement évoquée par Mme Cresson, c'est de Valmy, de Verdun, de Wissembourg, de Sarrelouis qu'il fallait parler. Le gaullisme a en Alsace recueilli l'héritage révolutionnaire et républicain des députés protestataires (et souvent protestants) de 1871.

Puis il y a eu l'Europe démocrate-chrétienne d'Adenauer et de Robert Schumann dont Pierre Pfimlin a incarné l'héritage. Aujourd'hui, voilà que tout s'écroule. Tant cette France-là, que cette Europe-là !

Si, dans un esprit de défense, on veut repousser notre frontière du Rhin à l'Elbe, si l'on prétend que Hambourg égale Strasbourg, comment ne pas conclure que Strasbourg égale Hambourg ? Nécessairement, le lien de solidarité s'en ressent. Dans une Europe sans frontière, que deviennent les villes-frontières ? La crise existe aussi si l'on veut être un Européen logique avec soi-même: on doit vouloir que les institutions

Menacée de perdre son Parlement, Strasbourg a mal à l'Europe... Une crise qui risque de déferler bientôt sur tout le pays.



européennes fonctionnent le mieux possible, diminuer leur part de technocratie et d'irresponsabilité, donc souhaiter que la commission soit contrôlée par les parlementaires, ce qui ne peut se faire que si le Parlement travaille à Bruxelles.

Les deux positions ne sont pas irréconciliables. Centristes et gaullistes avaient d'ailleurs réussi à être alliés en Alsace. L'erreur serait d'entretenir la confusion dont le vote du 18 janvier a été l'expression caricaturale. Strasbourg est et restera française. Bruxelles est le siège de la puissance législative de ce qui est d'ores et déjà européen dans l'Europe des douze. On confond tout et on perd de vue les objectifs si l'on est co-cardier sur l'Europe, et euro-péiste sur la nation.

A quelles aberrations n'en

arrive-t-on pas alors ? On est prêt à remettre en cause l'appartenance à la France de l'Alsace-Lorraine pour que le Parlement européen demeure à Strasbourg: la proposition en a été faite. Strasbourg deviendrait comme le district de Columbia aux Etats-Unis avec un statut d'extraterritorialité. La population n'y élit pas de sénateur et son représentant n'a pas le droit de vote au Congrès ! Mais ce projet n'est pas seulement attentatoire à l'intégrité nationale, il l'est tout autant à la conception européenne: cela signifie en effet que la capitale politique de l'Europe doit être là où siège le Parlement: première nouvelle, contraire à l'Acte unique. L'Europe du marché unique ne saurait préjuger, on le sait, de ce que sera l'Europe politique, ni le législatif de l'exécutif.

L'Europe n'a pas à se construire au détriment de l'appartenance de Strasbourg à la nation française. Réciproquement, on ne doit pas laisser Strasbourg se replier sur le conservatisme de la province ni, a fortiori, accentuer son particularisme

jusqu'à le nier en lui donnant un avenir exclusivement germanique. Strasbourg n'est pas soit «la capitale de l'Europe», soit une sorte d'exception dialectale en France. Il faut réaffirmer haut et fort que Strasbourg n'est rien si elle n'est pas, comme sa cathédrale, la pointe d'une flèche dont l'arc est la France entière. Elle n'est pas même la capitale de la France de l'Est. Elle est comme la capitale de la France projetée plus à l'Est, face à l'Allemagne et à l'Europe centrale.

La mission confiée à «Monsieur Strasbourg», Claude Villain, ne doit pas être conduite dans la perspective fautive du siège du Parlement, mais du dynamisme économique de la France de l'Est. Des relations équilibrées entre la France et l'Allemagne sont impossibles si l'Alsace n'est pas mise en mesure de résister à la colonisation allemande. Là se situe l'enjeu le plus immédiat.

La crise d'identité de Strasbourg et de l'Alsace est pour cette raison l'anticipation de la crise d'identité qui risque de déferler sur le pays tout entier si l'enjeu européen continue d'être aussi mal présenté qu'il l'a été à Strasbourg.

Yves LA MARCK

la nouvelle action royaliste

sur minitel

Pour en savoir plus...

36.15 tapez AGIR-NAR

Minitel et



● **Royaliste:** Depuis le début de 1985, le Minitel et tout particulièrement le service kiosque a connu un développement fantastique. Quelles sont les causes de ce succès ?

Josette Noto: Deux causes expliquent la popularisation rapide du Minitel: d'abord la distribution gratuite des appareils par la Direction générale des Télécommunications, ensuite les messageries de type convivial - notamment les célèbres messageries roses. Il faut ajouter que le Minitel est très simple d'emploi, alors que les ordinateurs provoquent des réactions de rejet, en raison des difficultés supposées de leur utilisation.

● **Royaliste:** Les messageries roses sont aujourd'hui en régression. Ce fait annonce-t-il une moindre utilisation du Minitel ou une évolution de celui-ci ?

Josette Noto: Le développement de ce type de messagerie s'explique en grande partie par l'engouement pour un nouveau moyen de communication. Mais beaucoup se sont aperçus que l'usage intensif du Minitel coûtait très cher, et d'autre part il y a eu une lassitude tout à fait normale. Surtout, nous avons assisté à la création de nombreux services très utiles pour les usagers: par exemple la location de places de

train par correspondance, ou encore les commandes de divers produits, alimentaires ou non. Il y a donc eu déplacement du centre d'intérêt, même si les messageries ludiques continuent d'avoir de la clientèle.

● **Royaliste:** Votre association s'appelle **Démocratie directe**. Pourquoi ce titre, et quels sont vos objectifs ?

Josette Noto: Démocratie directe a été fondée par deux personnes, Gérard Prenant et Bernard Tani en 1984. Tous deux avaient d'abord monté une association d'utilisateurs du Minitel qui s'appelait « Contacts ». Il s'agissait de renseigner les gens, professionnels ou non, sur les possibilités de cet outil. C'est à partir de là qu'un service politique a été créé, afin de rassembler sur un seul et même service des informations pluralistes à l'intention de l'ensemble des citoyens. D'où le titre de notre association. Celle-ci s'est fondée en 1985 et, au début, notre service était constitué de « boîtes aux lettres » qui permettaient d'écrire à n'importe quel homme politique - maire, député ou ministre. L'association se chargeait de transmettre les questions et de communiquer les réponses. Ainsi s'établissait un dialogue sans intermédiaires et personnalisé, puisque chacun pouvait poser sa propre question et recevoir sa propre réponse.

● **Royaliste:** Comment votre association a-t-elle fonctionné, dans cette première phase de son activité ?

Josette Noto: Nous avons eu beaucoup de mal à convaincre les hommes politiques de participer à ce dialogue: d'abord parce qu'ils avaient leurs habitudes (la radio, la télévision, la presse écrite) et mesuraient mal l'impact de ce nouveau média. Il a donc fallu les convaincre de son intérêt, et dissiper leurs craintes. Certains

ont compris rapidement, d'autre pas. J'ajoute que, outre ce dialogue direct, nous avions une information sur la vie politique, écrite par des parlementaires appartenant aux quatre formations représentées à l'Assemblée à cette époque. Cette formule a duré pendant un an, puis nous avons décidé de passer au direct: au lieu de répondre en différé, l'homme politique répondait directement, pendant trois jours, aux questions qui lui étaient posées. Cette formule, intitulée « Le point avec... » est toujours utilisée.

Ensuite, nous avons élargi nos services: d'abord en publiant des informations journalières sur les événements français et étrangers, puis en ouvrant un nouveau service à l'intention des associations qui pouvaient publier des informations sur leurs activités et avoir leur propre système de questions-réponses. C'est celui que vous utilisez depuis bientôt deux ans.

● **Royaliste:** En fonction de ces diverses expériences, avez-vous le sentiment que les partis et les hommes politiques jouent pleinement le jeu avec le Minitel ? Le



démocratie

conçoivent-ils comme un nouveau moyen de dialogue, ou comme un simple instrument de propagande ?

Josette Noto: Pour eux, le Minitel constitue un moyen moderne de communication, avec un public qui n'est pas indétectable: l'anonymat fait que personne ne sait comment se répartissent les minitelistes, en fonction des classes d'âge et des professions. Le Minitel est donc conçu à la fois comme un outil d'information à l'adresse d'un public indéterminé, et aussi comme un moyen de propagande. Quant à la part du dialogue, elle dépend des personnalités et du moment politique. Le dialogue est particulièrement soutenu au moment des élections, ou quand un homme politique connu lance une campagne: par exemple Jack Lang et son mouvement «Allons z'idées». Le dialogue par Minitel est particulièrement important pour les maires, qui peuvent se rendre compte des préoccupations des habitants de leur ville beaucoup plus facilement que par les moyens habituels; les opinions exprimées sont d'autant plus nombreuses et franches que les entraves habituelles à l'expression spontanée (comment de-

mander un rendez-vous, comment rédiger une lettre ?) n'existent plus. Les maires sont toujours très satisfaits de savoir ce qui se passe exactement dans leur ville.

● **Royaliste: Une question nous touche particulièrement: le service minitel de la NAR connaît un succès incomparable par rapport aux autres partis et mouvements hébergés sur Démocratie directe. Avez-vous une explication ?**

Josette Noto: Les grands partis ont monté leurs propres services, mais je crois qu'ils n'ont pas très bien marché. Car il ne suffit pas d'avoir un service. Il faut s'en occuper régulièrement, répondre quotidiennement aux questions, prendre soin de renouveler les informations. Un serveur par Minitel est comme un journal quotidien: il ne peut publier les informations de la veille ou de l'avant veille sans perdre sa clientèle. Or beaucoup de formations politiques ont tendance à considérer le Minitel comme une sorte de jouet, qu'on peut laisser plusieurs jours ou plusieurs semaines dans un coin, avant de le reprendre. La Nouvelle Action Royaliste gère son service chaque jour, et le public vous en est reconnaissant car il ne s'ennuie pas en vous consultant.

● **Royaliste: Démocratie directe n'est qu'une des activités de votre groupe télématique. En quoi consistent les autres ?**

Josette Noto: Deux ans après la création de Démocratie directe, nous avons créé une autre société appelée «Interactif communication», chargée de conseiller les clients quant à la mise en place de services télématiques. Nous avons rencontré Jacques Séguéla, qui a été passionné par ce système de communication, et nous sommes devenus une filiale de R.S.C.G.. Notre société, qui s'appelle maintenant R.S.C.G. Interactif, fait du conseil en

communication électronique. C'est-à-dire que, au-delà du Minitel, nous nous intéressons à la vidéo interactive et à l'ensemble des nouveaux moyens qui sont en train de se créer. Nos activités sont d'ordre technique (choix du serveur, etc.), mais aussi graphique (création d'une identité de marque) et nous donnons également des conseils en matière de gestion.

● **Royaliste: Avez-vous des perspectives de développement à l'étranger ?**

Josette Noto: En effet. Depuis un an, nous avons des contacts avec l'Italie, qui est très intéressée par Démocratie directe. Mais, à l'étranger, les Minitels ne sont pas les mêmes qu'en France, il y a des problèmes de compatibilité, et le développement des services minitel à l'étranger est beaucoup moins important que dans notre pays.

● **Royaliste: Faut-il beaucoup de personnel pour assurer le fonctionnement de Démocratie directe ?**

Josette Noto: Au départ il y avait seulement deux personnes. Très vite, nous avons eu besoin de plusieurs autres personnes pour s'occuper du courrier, et également d'un graphiste, et d'une personne plus particulièrement chargée de la partie commerciale. A ceux-là il faut ajouter le personnel de notre serveur, chargé de toute les questions techniques. Au maximum, nous avons été dix personnes, au minimum trois.

● **Royaliste: Quelles peuvent être les perspectives de développement du Minitel comme outil de communication entre les citoyens ?**

Josette Noto: Le Minitel a encore beaucoup de possibilités, même si d'autres moyens de communication se développent. Son avantage est d'être à la portée de tout le monde et je crois

que nous allons entrer dans une nouvelle phase. Contrairement à ce qui s'est passé depuis son lancement, il ne permettra plus de gagner de l'argent. Quant au dialogue entre les citoyens, il reste difficile à établir mais ce type de communication reste très intéressant car le Minitel permet d'organiser des sortes de conférences à l'échelon national. Aujourd'hui, il y a 4 millions de Minitels en service, qui sont utilisés par plusieurs personnes dans les familles comme dans les entreprises. On peut donc estimer qu'une quinzaine de millions de personnes s'en servent. Les services pratiques (télé-achat) occuperont sans doute une place croissante, mais les possibilités de dialogue entre les citoyens sont très vastes.

Propos recueillis
par Yvan AUMONT

Le service minitel de la N.A.R.

Hébergé par «Démocratie directe», le service minitel de la N.A.R. offre plusieurs volets à ses utilisateurs:

1) Une documentation sommaire sur notre mouvement, son histoire, ses moyens d'action, son organisation et son but.

2) La possibilité de nous laisser des messages personnels (demande de documentation, commande de livres, etc.).

3) Un journal permanent qui renseigne sur nos prises de position, nos réunions, les nouvelles publications et les nouvelles concernant la vie du mouvement.

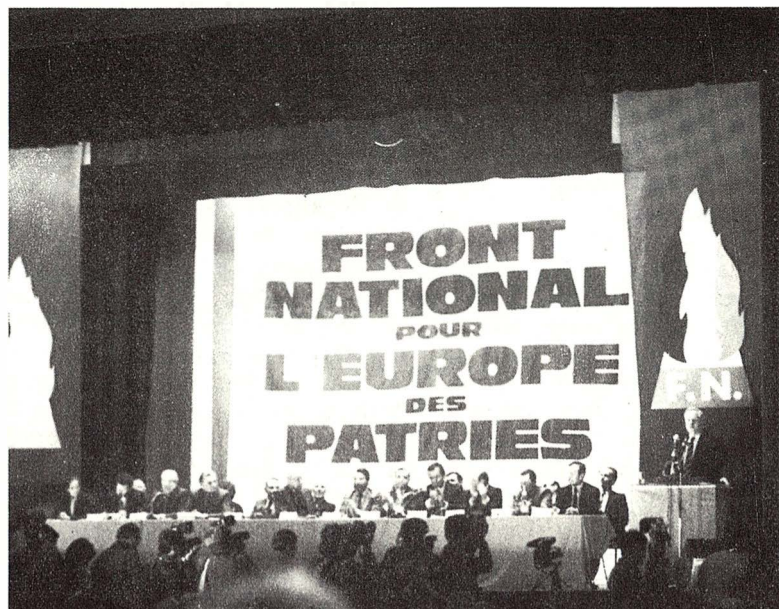
4) Un service questions/réponses consultable par tous en permanence et qui constitue maintenant, avec plus de 1700 questions, une véritable «banque de données» sur le royalisme.

Si vous n'avez pas encore fait connaissance avec notre service, n'attendez plus: composez le 36.15 et tapez AGIR *NAR



Eternel retour ?

Face à la renaissance de l'extrême-droite, on ne peut se contenter de dénoncer la « bête immonde ». Il faut étudier ses thèmes, dans leurs constantes et leurs nouvelles formulations.



Toute nouvelle, puisqu'elle publie son quatrième numéro, la revue « Lignes » offre, parfois sous forme de dossier, des études intéressantes. Sa dernière livraison, tout entière consacrée aux extrême-droites en France et en Europe, mérite une attention toute particulière.

Pas d'articles à sensation en effet, mais des notes sérieuses et bien documentées, produites par des chercheurs français et étrangers. Bien sûr, tous les articles ne sont pas d'égale valeur. Mais au moins cinq d'entre eux justifient l'achat de la revue. Ainsi ceux de Klaus Schoneks sur la « neue Rechte » en République Fédérale d'Allemagne et de Franco Ferraresi sur la droite radicale dans l'Italie d'après guerre: une mine d'informations sur des mouvements très proches de la Nouvelle droite dont nous avons souvent dénoncé l'extrême nocivité.

En cette année de bicentenaire, les observations de Pierre Birnbaum sur le refus du particularisme juif dans la France moderne sont décapantes. Il analyse le célèbre « Essai sur la régénération physique, morale et politique des juifs » de l'abbé Grégoire. Celui que beaucoup considèrent comme le grand émancipateur estime en fait que la destruction de la communauté juive, la dispersion de ses membres dans la société française et leur conversion sont les conditions nécessaires à l'acquisition de la citoyenneté. Vieux et faux dilemme de l'unité et de la diversité, pas encore résolu dans la France contemporaine puisque l'extrême-droite s'est une nouvelle fois développée en utilisant des thèmes d'exclusion.

Michel Winock réfléchit intelligemment sur l'éternel discours de la décadence, que J.M. Le Pen reprend à la suite de Drumont et de Barrès, mais il

faut insister tout particulièrement sur l'excellente étude que donne Pierre-André Taguieff sur « L'identité nationaliste ». Dans un langage que le souci de rigueur conceptuelle rend parfois ardu, P.A. Taguieff examine dans le détail les attitudes, l'idéologie et la métapolitique de ce national-populisme dont le Front national est la plus récente expression.

La tentative est plus difficile qu'on ne le croit, car le populisme recèle nombre d'ambiguïtés qui le font échapper aux catégories classiques établies par René Rémond. Par-delà ses variantes, Taguieff dégage un ensemble de traits constitutifs de ce courant (mobilisation transclassiste fondée sur des ressentiments, autour d'un idéal autoritaire exprimé par un tribun qui cultive la défense de l'identité menacée par la décadence et de multiples complots...). Fondée sur une conception radicale et dévoyée du sentiment d'appartenance, l'idéologie nationaliste est d'autant plus dangereuse qu'elle permet le passage de la thématique raciste à la politique raciste.

Car, malgré les dénégations de ses représentants - du moins dans leurs moments de respectabilité - il y a bien un fondement raciste au national-populisme, qui se traduit aujourd'hui par la célébration de différences absolutisées et qui révèle la toujours même angoisse du métissage. Appuyée sur une remarquable connaissance des textes, l'analyse de P.A. Taguieff est la plus complète et la plus lucide parmi toutes celles publiées. Ce qui ne saurait étonner les lecteurs du « Racisme et ses doubles ».

B.R.

Revue LIGNES, N°4, « Les extrêmes-droites en France et en Europe ». Librairie Séguier. Octobre 1988. Prix franco 100 F.

Cité

Revue de la Nouvelle Citoyenneté

Crise
de la
CultureLucien
Sfez

Au sommaire du numéro 20 :

Dossier :

CRISE DE LA CULTURE

- Entretien avec Lucien Sfez
- Trois remarques sur la culture par Yves Chalas
- Crise de l'éducation (Philippe Cailieux)
- Houang-ti ou comment parler de la crise de la littérature (Luc de Goustine)
- Est-ce la mort de l'Art ? (Alain Flamand)
- Splendeur et misère de la critique cinématographique (Nicolas Palumbo)
- Intellectuels et politiques, notes sur une rupture (Yves Landevenec)

ECONOMIE : James Buchanan et la théorie du « public choice » (Xavier Denis-Judicis)

HISTOIRE : Découverte à Glozel (François-Marin Fleutot)
Revue des revues : Les droits, la loi (B. La Richardais)

CHEMINS DU MONDE : Nouvelles littératures chinoises (G. Guiheux)

BULLETIN DE COMMANDE

à retourner à « Cité »

17 rue des Petits-Champs
75001 Paris

NOM :

Prénom :

Adresse :

☐ s'abonne pour 4 numéros (125 F)

☐ commande le numéro 20 (35 F)
Versements à l'ordre de « Cité »
CCP 23 982 63 N Paris

La politique a-t-elle un avenir ?

■ Gérard Leclerc



Jean-Marie Domenach, compagnon d'Emmanuel Mounier, ancien directeur d'«Esprit», fait partie de cette espèce assez rare d'intellectuels qui savent prendre leurs distances avec eux-mêmes sans se renier. L'engagement qui fut le sien dans la Résistance, il l'assume toujours. Le souvenir de son ami Gilbert Dru, fusillé sur la place Belcourt à Lyon en 1944, suffirait à inspirer une vie. Mais les fidélités vraies donnent une liberté qui permet parfois des ruptures salutaires. Dans son dernier livre - précieux compendium pour un examen critique de notre société comme elle marche et parfois nous échappe - il se montre sévère à l'égard d'une intelligentsia sans vraie responsabilité: «*Pour y avoir été mêlé, j'ai pris l'horreur d'un extrémisme vertueux qui dénonce, requiert et pétitionne, mais se dérobe à toute action organisée, intervenant ainsi dans la politique de façon antipolitique et prônant la démocratie de façon aristocratique*». Echappant à la sanction qui frappe les démagogues, cet extrémisme, dirait Péguy, a les mains propres parce qu'il n'a pas de mains. Pour autant, celui qui fait profession de réfléchir ne saurait renoncer à son travail, surtout lorsque le souci politique lui commande de sauver la politique.

Lorsqu'il laissa la responsabilité de sa revue à Paul Thibaud, Domenach ne voulut pas prendre une retraite prématurée d'intellectuel de gauche, vivant des rentes de son passé. Il se remit donc à l'étude, fondant le CREA (Centre de Recherche Epistémologie et Autonomie) dont sont venues tant de clarifications et de recherches fécondes. Son sentiment profond d'alors ne l'a plus quitté. Les intellectuels, dit-il, sont mal préparés, eux qui détenaient les clefs de l'Histoire, au fait de ne plus savoir quelle Histoire se fait. «*Plus les moyens d'agir sur la nature, et même sur la vie, se développent, et plus s'affaiblit notre capacité de nous en sortir pour élever notre niveau intellectuel et spirituel. Les moyens techniques, économiques, administratifs forment un réseau de fatalités qui s'opposent à l'action concertée d'une politique démocratique*».

La technocratie trouverait ainsi son terrain tout préparé et les politiques seraient d'autant plus démunies que les idéologies dont ils se réclamaient se délitent à grande vitesse. Les socialistes tentent vainement de sauver les apparences idéologiques alors qu'ils sont réduits à une pratique purement gestionnaire des affaires. D'où le désarroi des libéraux qui ne peuvent plus prétendre à l'exclusivité du sérieux économique. Les idéologues ont du mal à trouver les échappatoires en dehors de la dérision et de quelques mythes inopérants.

Mais avant de renvoyer dos à dos socialistes et libéraux, Domenach a étudié avec vigueur et profondeur leurs trajectoires respectives dans l'histoire des idées et les raisons de leur échec commun. «*On pourrait même avancer qu'à son origine le libéralisme contient les prémices du socialisme, et qu'il est même plus «collectiviste» que celui-ci ne le sera jamais. La fable des abeilles de Maudeville qui est en quelque sorte son certificat de baptême en est l'exemple: quoi de plus collectif en effet que la vie d'une ruche, en un sens, quoi de plus «socialiste» que cette idée, énoncée par A. Smith et qui restera la constante du libéralisme économique, à savoir que les intérêts privés se coalisent d'eux-mêmes pour produire l'intérêt général, pourvu que nul souverain, nul idéologue ne s'avise à vouloir les organiser à son gré. Si le socialisme se définit par la tentative de faire de la société le centre d'initiative et le but de toute organisation collective, alors rien n'est plus socialiste que le libéralisme authentique lorsqu'il prône la libre*

organisation du travail et la multiplication des échanges dont il attend le bien être, lorsqu'il fait confiance au groupe pour s'organiser de lui-même en dehors des ingérences extérieures...»

Le socialisme «scientifique» a constamment dérapé de son projet initial, qui était la disparition de l'Etat et la société librement gérée par les producteurs, vers des formes d'étatisme totalitaires. Le libéralisme se trouvait, de son côté, entraîné à la réaction sociale pour parer à la Révolution. Finalement, c'est quand même lui qui s'en tirera le mieux, pour avoir parié plus sur le «jeu réglé de préférences et d'intérêts individuels» que l'équivoque volonté générale de Rousseau. Les intellectuels ont donc rallié massivement ces dernières années un courant qui, depuis Tocqueville, semblait pouvoir s'accorder à la dynamique de l'individualisme et à la nouvelle épistémologie de Popper à Hayek.

Le libéralisme, pourtant, n'est pas près d'assumer la question politique aujourd'hui. Evoluant sans cesse d'une économie livrée aux mécanismes du marché à une morale des droits individuels, il ne peut affronter vraiment «*les problèmes que posent la solidarité sociale, l'intégration des exclus et les grandes fonctions nationales (éducation, justice)*». Est-ce à dire que ces problèmes-là ne relèvent que d'un étatisme investi de la direction morale de la nation ? Non plus. Mais c'est peut-être au cœur de ces contradictions que peut apparaître ce qu'est aujourd'hui l'espace authentique d'une pensée politique. «*Pour commencer, il faut abjurer toutes les orthodoxies et puiser partout les inspirations utiles*».

Un grand nombre de formules de Domenach serait ainsi à retenir, pour mieux définir l'exigence nouvelle du politique: «*Le pouvoir n'est pas seulement gestionnaire, il est l'arbitre et, dans certains domaines, il lui appartient d'ordonner. Il n'y a pas de politique sans commandement, non plus que sans enseignement, je veux dire sans une pédagogie de l'action*». Ou encore: «*Il y a une âme de la cité que l'économisme dominant dans un certain libéralisme et un certain socialisme ne satisfera jamais*». La façon dont la plupart envisagent ce qu'on appelle l'Europe plaide tout à fait pour une pensée émancipée de la seule logique du marché. L'entente des peuples, la rencontre de leurs cultures, leurs échanges en tous genres sont justiciables d'une approche différente. Que sera cet être européen dans lequel Français, Italiens, Allemands, Espagnols pourront se retrouver dans la différence ? Personne n'est aujourd'hui en mesure de le dire, sauf à exalter le grand marché au risque d'en cacher les désagréments parfois cruels. Comment concevoir le modèle complexe d'une association de peuples libres, refusant l'hégémonie de l'un d'entre eux et assumant une adhésion à des principes et des institutions ?

Mais l'Europe n'est pas la seule question. Domenach en évoque d'autres, singulièrement celle du vivre ensemble dans la concentration des mégapoles. Une chose est sûre. La révolution moderne a été faite déjà, avec la promotion de la liberté. Il ne s'agit pas d'en refaire une autre qui aboutirait à la société utopique hier encore rêvée. Il s'agit simplement de savoir que cette liberté acquise, il nous faut en accepter les risques et les périls, sans nous vouer à la fatalité, c'est-à-dire à la disparition de la décision politique.

Gérard LECLERC

Jean-Marie Domenach, *Des idées pour la politique*, Seuil, prix franco: 90 F.

Bandessinée

A trop vouloir démontrer...

Les guerres de Vendée furent-elles un génocide ? Infatigable, c'est par le biais de la bande dessinée (1) que Reynald Secher relance, aujourd'hui, la polémique.

Fin 1986, les écrits de Reynald Secher, sur les guerres de Vendée (2), défrayaient la chronique. La presse de droite, plus particulièrement le Figaro-magazine, s'en emparait pour ouvrir les hostilités. La gauche, plus à l'aise sur le terrain des a-priori idéologiques que sur celui de la réflexion historique, saisissait la balle au bond. C'était l'occasion pour Max Gallo, notamment, de s'en prendre aux «nouveaux muscadins», dans sa lettre ouverte à Maximilien Robespierre (3).

La discussion se transformait en un décompte des morts à l'intérieur de chaque camp. Il est important de ne pas oublier les atrocités qui furent commises en Vendée, par les troupes républicaines, au nom de l'idéal révolutionnaire. Mais cela ne devrait pas, pour autant, nous détourner d'une nécessaire remise en cause des idées reçues, et fausses, d'un côté comme de l'autre.

«Laissons les morts enterrer les morts», c'est vers cette conclusion qu'il aurait été souhaitable de voir tendre nos duellistes. C'était bien mal connaître Secher. Sa B.D., qui retrace l'épopée vendéenne entre 1789 et 1801, n'est, ni plus ni moins, qu'un condensé des thèses développées ailleurs par l'auteur. Le texte est, parfois, rendu confus par le passage, dans une seule et même case, du dialogue, à la narration, puis à la leçon d'histoire (longs encadrés qui masquent l'image, élément pourtant essentiel dans ce genre d'expression). Le dessin de René Le Honzec brille, quant à lui, par le souci du détail, par la qualité de quelques images for-

tes, mais il reste très classique.

Dès lors que cet ouvrage n'apporte rien de plus au débat, ni à la bande dessinée, on peut s'interroger sur sa raison d'être. L'auteur souhaitait-il toucher un public jeune et le sensibiliser à cet épisode tragique de l'histoire de France ? Si tel était le cas, on peut d'ores et déjà dire qu'il a échoué. L'absence de recul par rapport au sujet, et le manichéisme rendent le récit inefficace voire ennuyeux.

A trop vouloir en dire il finit par manquer son but. Sans compter que l'idée, à la mode dans certains milieux et reprise ici, qui consiste à faire des Vendéens des individus plus attachés à leur dieu qu'à leur roi manque de fondement historique, et repose sur les écrits d'historiens du XIXème siècle déçus du royalisme.

On peut regretter, enfin, que les auteurs de cette B.D. n'aient pas créé, de toute pièce, un personnage fictif: un Blueberry, un Corto Maltès ou un Tintin vendéen, déambulant à travers les provinces françaises de l'ouest pendant la Révolution, aurait davantage servi la cause vendéenne, pouvant même fidéliser le public en imaginant une suite. Au lieu de cela, Secher se transforme, de livres historiques en bande dessinée, en embaumeur des guerres de Vendée.

Nicolas PALUMBO

(1) «Vendée 1789-1804, Anjou, Bretagne, Poitou», Fleurus, prix franco: 60 F.

(2) «La Chapelle Basse-Mer, village vendéen» Librairie académique Perrin, et «Le génocide franco-français, la Vendée-Vengé», P.U.F.

(3) Albin Michel.

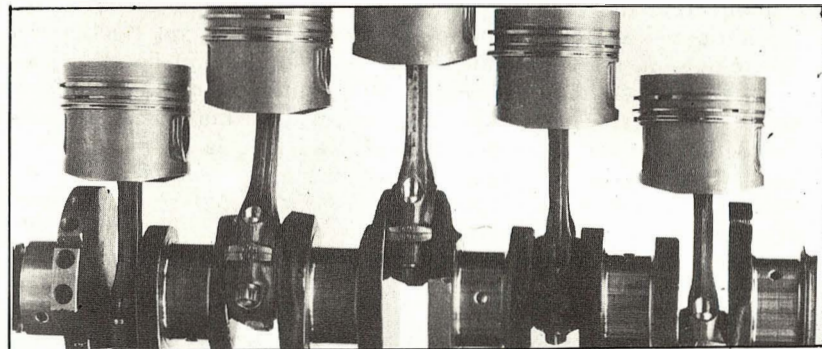
Mythe

Tucker

C'est une nouvelle version de David contre Goliath que Francis F. Coppola nous offre aujourd'hui. Pourtant, il ne s'agit pas d'un quelconque «peplum».

La vedette ? Une voiture; une idée de génie ! Le modèle d'avant-garde que Preston Tucker mit au point de 1946 à 1948 était novateur en matière de sécurité: freins à disques, ceintures pour les passagers, pare-brise éjectable, roues indépendantes... Le moteur adopté en définitive, dérivé de celui des hélicoptères Bell, délivrait 150 cv et permettait de dépasser 190 km/h. Coppola ne dit pas que Tucker fut épaulé par Alex Tremulis, qui avait acquis ses

fraude, P. Tucker peut se disculper en 1950; mais il est ruiné. Il mourra 6 ans plus tard, non sans avoir tenté de produire une petite voiture au Brésil. C'est évidemment dans cette lutte contre les pouvoirs économiques en place que Coppola rejoint son sujet, lui qui s'est ruiné en voulant travailler en indépendant, hors de l'industrie hollywoodienne. Mais pourquoi donc son film, certes bien ficelé, à l'américaine, est-il si plat, si dépourvu d'originalité ? Du fait que le spectateur n'attrapera pas



lettres de noblesse comme styliste chez Auburn-Cord-Duesenberg. La ligne, pure et audacieuse pour l'époque, rappelle les Tatra tchécoslovaques; ce n'est pas un hasard: toutes deux ont un moteur arrière... Là André Citroën avait vu plus juste en misant sur la traction avant. 49 de ces bêtes de race furent produites à Chicago, dans une usine désaffectée de moteurs d'avions Dodge.

Tant d'audace suscite l'inquiétude, puis la colère des trois «grands» de Détroit*. Dès lors tous les coups sont permis, y compris, et surtout, les plus déloyaux: manipulation de la presse... Après un coûteux procès contre la Commission de la Bourse des Valeurs, au cours duquel la firme est accusée de

une méningite en cherchant à distinguer les bons des méchants? Du fait que Jeff Bridges donne de P. Tucker l'image d'un gentil agité irresponsable ? Ou de celui que nous avons déjà vu cent fois le «suspense» final, au tribunal ?

De tout cela sans doute, mais aussi parce que, si Coppola juge les grands capitaines d'industrie pourris, il n'en garde pas moins une confiance juvénile en l'Amérique et en la justice de son pays. Ouf ! La morale est sauve. Hollywood peut dormir tranquille.

Allez tout de même voir Tucker... pour les voitures ! Elles sont superbes.

Pierre CARINI

* General Motors, Ford et Chrysler.

MERCREDIS DE LA NAR

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19h 45 - entrée gratuite), elle s'achève vers 21 h 45.

Mercredi 8 février -En approfondissant la problématique de François Furet, Lucien JAUME analyse le discours des Jacobins qui ont poussé à une radicalisation croissante de la Révolution, exercé le pouvoir sous la Convention et voulu la Terreur. Ce faisant, il apporte des éléments à une réflexion sur la démocratie moderne dont le jacobinisme s'est prétendu l'agent privilégié.

Mercredi 15 février -Dans l'ancienne France, la justice tenait une place dont on méconnaît souvent aujourd'hui l'importance. Dans son livre «La justice du Roi», Arlette LEBIGRE nous apprend comment fonctionnaient les juridictions de l'Ancien régime et surtout nous montre qu'elles étaient bien moins rigoureuses qu'on le laisse entendre. La large application des circonstances atténuantes donnait une justice bien «laxiste» par rapport à la nôtre ! Un livre bien utile qui redresse quelques idées fausses et rétablit une vérité trop souvent occultée.

Mercredi 22 février -Pas de réunion en raison des vacances scolaires.

ADHERENTS

Notre 8ème Congrès s'est tenu à Paris les 28 et 29 janvier. Nos lecteurs trouveront dans le prochain numéro de Royaliste les différentes motions qui y ont été votées: d'une part celles relatives aux deux thèmes retenus cette année pour le travail en commissions: «Politique économique et emploi» et «Que célébreront les royalistes en 1989 ?», et d'autre part, la motion de politique générale qui définit notre ligne politique pour l'année à venir.

Le rapport moral présenté par le Comité Directeur sera quant à lui communiqué dans la prochaine «Lettre aux adhérents».

Vigilance

Royalistes et media

En cette année du bicentenaire, l'ensemble des media accorde une attention toute particulière aux royalistes. Nous souhaiterions pouvoir nous en réjouir mais ce n'est malheureusement pas toujours le cas.

Il était normal et prévisible que cette année, les cérémonies du bicentenaire aidant, la presse accorde à notre famille politique un regain d'intérêt. A nous donc, à cette occasion, de montrer le véritable visage du royalisme, de redresser les images fausses, de rectifier les erreurs trop souvent énoncées. C'est à cet objectif que tous les royalistes véritables doivent s'attacher.

Malheureusement ce n'est pas la voie qu'ont choisie certains. Depuis la fondation de notre mouvement, nous nous sommes toujours efforcés d'éviter les polémiques stériles avec d'autres courants se réclamant du royalisme. L'attitude des tenants de l'Action française nous a contraints, dans notre dernier numéro, à sortir de cette réserve

et à condamner vivement l'agression commise contre la chanteuse Hélène Delavault. Il est à craindre que, dans les prochaines semaines, nous ne soyons obligés de continuer ces mises au point nécessaires. Il n'est pas possible de tolérer que se réinstaure dans l'opinion l'image d'un royalisme haineux et porteur d'un esprit de guerre civile.

C'est cette même image qu'ont donnée les représentants de l'A.F. lors de la récente émission «Ciel mon mardi» qui aurait été pourtant une bonne occasion de parler de la monarchie: ils ont préféré se livrer à d'inqualifiables attaques personnelles et tenté de justifier les violences de leurs militants.

Cette attitude est d'autant plus déplorable que, parallèlement, se développe auprès de

la presse une entreprise de brouillage, habilement menée et organisée par les partisans du duc de Cadix. Se réclamant de l'issue du récent procès qui a opposé ce dernier au comte de Clermont, ils affectent de dire que le tribunal a tranché le problème dynastique... et cette imposture marche auprès de certains journaux (en particulier ceux du groupe Hersant) et des radios. Ainsi on a pu entendre France-Inter annoncer un entretien avec le duc de Cadix en le présentant comme celui du chef de la Maison de France !

Devant cette situation, nous devons redoubler de vigilance. Que nos amis n'hésitent pas à écrire aux rédactions des media pour rectifier à chaque fois que cela est nécessaire. Ce n'est pas à l'heure où l'idée royaliste fait son chemin que nous devons laisser se développer des équivoques douteuses.

Yvan AUMONT

SCIENCES PO

C'est avec le slogan «Couronnez la démocratie» qu'une liste Union des étudiants royalistes s'est présentée aux élections universitaires à l'Institut des Sciences politiques de Paris. Confrontée à sept autres listes concurrentes, celle de nos amis a finalement recueilli 6% des suffrages. Résultat très honorable si l'on considère la multiplicité des candidatures. Bravo donc à nos amis de Sciences Po qui ont prouvé, comme le déclarait leur profession de foi «leur vitalité, leur modernité et leur attachement réel à une démocratie à laquelle il ne manque qu'un roi».

MESSES LOUIS XVI

C'est avec discrétion mais ferveur que les princes de la Maison de France ont commémoré le souvenir de Louis XVI le 21 janvier. Le comte de Paris, comme tous les ans, faisait célébrer une messe privée

dans la Chapelle royale de Dreux. Quant au comte de Clermont, il assistait à l'office de l'Abbaye Saint Louis du Temple, fondée par Louise de Bourbon-Condé sur l'emplacement où la famille royale subit son calvaire et qui, depuis, a été transférée dans la banlieue parisienne.

Demande de documentation

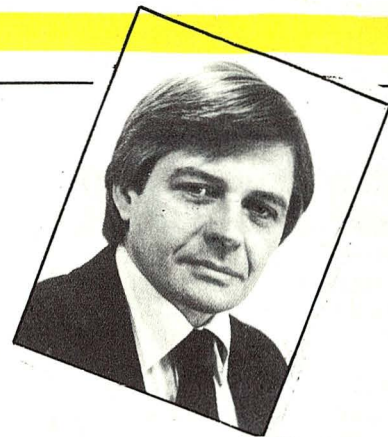
Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom: _____
Prénom: _____
Date de naissance: _____ Profession: _____
Adresse: _____

désire recevoir sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à:

«Royaliste», 17, rue des Petits-champs, 75001 Paris

**36.15
AGIR*NAR**



Nature du scandale

Commenter un rapport avant qu'il soit publié relève de l'indiscrétion, ou de la magie. Ne disposant que des informations fournies par la presse, et n'étant pas devin, je me garderai d'émettre un jugement sur les personnes soupçonnées de délit d'initié avant que la Commission des opérations de Bourse ait rendu publique son enquête. Ceci précisé, deux faits doivent être soulignés qui serviront de repères dans les semaines à venir :

1° Le scandale affecte, mais ne touche directement ni le président de la République (à la différence de l'affaire des diamants), ni aucun des membres du gouvernement (à la différence de l'affaire Nucci), ni les dirigeants socialistes : il n'y a de soupçons que sur les entourages.

2° Le communiqué officiel publié le 23 janvier par l'Elysée précise que le Président « fait confiance » à la COB et, éventuellement, à la justice pour « sanctionner, quelles que soient les personnes en cause, les fautes qui auraient été commises ». Le message ainsi adressé à tous les citoyens n'est pas de pure forme ou de simple tactique. Il implique un respect scrupuleux de l'indépendance de la magistrature, dont le chef de l'Etat est le garant, et une attitude constamment rigoureuse, même et surtout à l'égard des amis les plus proches, si leur délit venait à être établi.

ABSENCE

Ces deux observations ne diminuent en rien la gravité du scandale Péchiney. Face à celui-ci, les media ont suivi, comme de coutume, leur propre règle : rechercher et présenter l'information la plus spectaculaire possible, sans égards pour les personnes et les pouvoirs. La critique de cette puissance sans contrôle ni contrepoids peut être faite. Mais, face aux « affaires », le gouvernement ne saurait s'en plaindre sans se remettre lui-même en question.

Si le scandale a pu occuper la quasi-totalité de l'espace réservé à la politique intérieure, c'est aussi parce que la presse n'avait pas d'autre grain à moudre. De l'hôtel Matignon, rien ne sort qui puisse provoquer l'intérêt, susciter le débat et, surtout, convain-

cre qu'une action politique est en cours. A gérer tropatement, on en vient à subir la logique des événements, à disparaître derrière leur mise en scène. En d'autres termes, il serait bon que le Premier ministre se décide à conduire la politique du pays, au lieu de la considérer comme une succession de problèmes techniques.

Car les « affaires » qui nous préoccupent posent des questions éminemment politiques. Ni les poursuites judiciaires, aussi nécessaires soient-elles, ni l'accroissement des pouvoirs de la COB, ne peuvent en effet mettre un terme au scandale financier que nous avons en permanence sous les yeux.

Le scandale, c'est la spéculation boursière en tant que telle, et l'encouragement qui lui a été donné depuis plusieurs années. Le discours sur le capitalisme populaire et les contes bleus sur le financement de l'activité industrielle par l'épargne paraissent dérisoires face à l'impitoyable logique du capitalisme financier. Chacun sait que les petits actionnaires sont ignorés ou méprisés par les grandes entreprises. Et tout le monde peut constater qu'il n'y a pas d'égalité sur le marché boursier : seuls ceux qui sont déjà riches peuvent espérer s'enrichir encore tandis que les petits porteurs, sous informés ou trompés, victimes de toutes les rumeurs et incapables de profiter de leur flair faute de mises suffisantes, peuvent s'estimer heureux s'ils ne sont pas dépouillés.

A ce très ancien scandale de la spéculation, par lequel le système de la bourse se trouve perverti, s'en est ajouté un autre : aux investissements productifs, créateurs de biens et d'emplois, beaucoup d'industriels ont préféré le jeu financier, infiniment plus rentable pour eux mais sans bénéfice pour la collectivité.

REDRESSEMENT

Par-delà tous les délits d'initiés, la Bourse est le lieu d'une activité délictueuse permanente, d'un enrichissement sans cause accepté, parfois encouragé, et célébré comme le nec plus ultra de l'économie moderne, alors que ces jeux de casino en constituent la négation, la subversion intolérable. Rien, en effet, ne peut justifier

qu'un spéculateur double ou décuple sa mise en quelques minutes ou en quelques jours. Rien, sinon une démission intellectuelle, morale et politique, face aux illusions et aux sophismes de l'idéologie du marché.

Animés d'excellentes intentions (mais l'enfer en est pavé), les socialistes portent une lourde responsabilité dans cet état de fait. Brutalement tirés de leur rêve dogmatique, ils ont voulu réhabiliter l'entreprise et développer une saine émulation afin de relancer l'activité économique. La logique du capitalisme financier, naguère tant dénoncée puis subitement oubliée, les a pris à son piège en tirant tout le parti possible de la politique de rigueur salariale et en s'abritant derrière la caution morale qui semblait être donnée à la pure spéculation.

Mais il ne suffit pas de dénoncer, en discutant à perte de vue des torts respectifs de la droite et de la gauche. L'affaire Péchiney doit être l'occasion d'un redressement immédiat : il faut réaffirmer l'indépendance et l'autorité de l'Etat face à l'argent, briser la logique spéculative, soumettre l'activité économique au principe de la justice sociale. Dès lors que ces choix politiques seront faits, un dispositif légal et fiscal pourra être mis en place. Tel est le rôle des techniciens, qui ne doivent ni ne peuvent se substituer aux politiques.

Ces décisions sont urgentes. Elles seules permettront d'éviter que ne s'aggrave la crise de confiance des citoyens à l'égard des représentants qu'ils ont élus, et, par contagion, la mise en doute de la fonction arbitrale du chef de l'Etat. L'arbitrage n'est pas la neutralité, mais la justice en acte, dans la fidélité à un principe qui n'est jamais pleinement réalisé. Des rois de France à Charles de Gaulle, de Charles de Gaulle à François Mitterrand, tout chef d'Etat digne de ce nom a eu pour souci essentiel de reprendre le combat permanent contre les puissances d'argent. Que le président de la République et les hommes d'Etat qui lui succéderont n'oublient jamais les mots justes, durs, et toujours actuels de La Bruyère : « De telles gens ne sont ni parents, ni amis, ni citoyens, ni chrétiens, ni peut-être des hommes : ils ont de l'argent ».

Bertrand RENOUVIN